

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 795^e
SÉANCE

Mercredi 26 septembre 1962,
à 11 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Allocution d'ouverture du Président</i>	3
<i>Election du Vice-Président</i>	3
<i>Déclaration du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales</i>	4
<i>Election du Vice-Président (suite)</i>	7

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

Allocution d'ouverture du Président

1. Le PRÉSIDENT fait appel à l'esprit de coopération de tous les membres de la Commission en vue d'assurer le succès des délibérations. En apportant une contribution constructive à la solution des problèmes urgents dont elle est saisie, la Deuxième Commission démontrera que l'Organisation des Nations Unies est capable d'harmoniser les méthodes préconisées par les tenants de divers systèmes économiques et sociaux et elle servira la cause d'une meilleure compréhension entre tous les peuples du monde.

Election du Vice-Président

2. M. MARAMIS (Indonésie) propose la candidature de M. Allana (Pakistan).
3. M. ADEYINKA (Nigéria) et M. AYARI (Tunisie) appuient cette proposition.
4. M. RAMAHOLIMIHASO (Madagascar) propose la candidature de Mlle Hareli (Israël).
5. M. PATIÑO (Colombie) et M. KONATE (Haute-Volta) appuient cette proposition.
6. Le PRÉSIDENT, constatant qu'il y a plus d'un candidat à la vice-présidence, déclare applicable l'article 105 du règlement intérieur, qui prévoit des élections au scrutin secret et désigne comme scrutateurs M. Bolt (Nouvelle-Zélande) et M. Rouanet (Brésil).
7. M. UMARI (Irak) fait observer que maintes délégations n'ont pas disposé du temps nécessaire pour faire un choix mûrement réfléchi entre les diverses candidatures. En effet, la Deuxième Commission a dû se réunir plus rapidement que d'ordinaire, afin de pouvoir entendre la déclaration du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales avant son départ pour Genève. Plutôt que d'ouvrir les débats sur une note acrimonieuse, M. Umari propose de différer l'élection du Vice-Président et de donner la parole au Sous-Secrétaire, procédure qui n'est du reste pas sans précédent dans l'histoire de l'Organisation.
8. M. COMAY (Israël) déclare que les membres de la Commission ont eu connaissance de la candidature

de Mlle Hareli depuis un certain temps déjà, alors que l'autre candidature a été proposée à la dernière minute. Il n'y a pas lieu de faire traîner cette question et M. Comay juge opportun d'en poursuivre l'examen sans désespérer.

9. M. UMARI (Irak) estime que, récentes ou non, les candidatures doivent être examinées sans hâte, d'autant plus que les contacts sont longs à établir au sein d'une commission qui compte un nombre considérable de membres. Il insiste donc pour que sa proposition soit retenue.

10. M. TELL (Jordanie) appuie la proposition de M. Umari.

11. M. HAKIM (Liban) déplore que la Commission doive dès à présent entamer un débat de procédure qui risque de se prolonger. Sans doute est-ce dû au fait que la Deuxième Commission a été convoquée extrêmement tôt dans la session, avant les autres commissions, qui ont cependant un ordre du jour tout aussi chargé. Les représentants n'ayant pas eu assez de temps pour procéder aux consultations indispensables, la présentation simultanée de deux candidatures à la vice-présidence semble nécessiter un vote. Pourtant, rien n'oblige la Commission à désigner immédiatement les membres de son bureau. L'ordre des questions à traiter au cours de la journée, tel qu'il figure dans le *Journal des Nations Unies* du 26 septembre 1962, n'est donné qu'à titre indicatif et la Commission est seule juge de la procédure qu'elle souhaite adopter. Il serait parfaitement possible d'entendre immédiatement la déclaration du Sous-Secrétaire (point 4) et de remettre l'élection du Vice-Président (point 1) à la séance de l'après-midi. Ainsi, les représentants auraient l'occasion d'étudier attentivement une déclaration qui ne manquera pas d'être extrêmement importante et d'éviter une double candidature particulièrement fâcheuse.

12. M. PAZHWAK (Afghanistan) regrette que les débats de la Deuxième Commission s'ouvrent dans une atmosphère assez désagréable. Puisque certaines délégations ont déclaré qu'elles n'avaient eu connaissance de toutes les candidatures que très tard, le mieux serait d'adopter la procédure normale dans les circonstances importantes de ce genre. Sans vouloir, ce faisant, paraître mésestimer l'intérêt certain de la déclaration du Sous-Secrétaire, M. Pazhwak propose formellement d'ajourner la séance.

13. Le PRÉSIDENT constate que cette motion a priorité sur celle de l'Irak et doit, aux termes de l'article 119 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, être mise aux voix immédiatement.

Par 31 voix contre 24, avec 34 abstentions, la proposition de l'Afghanistan est rejetée.

14. Le PRÉSIDENT invite la Commission à se prononcer sur la proposition du représentant de l'Irak.

15. M. UMARI (Irak) fait observer que, si la Deuxième Commission s'est réunie avant les autres commissions de l'Assemblée générale, c'est pour entendre la déclaration du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales. La question de l'élection du Bureau ne présente aucune urgence. Il propose donc de donner la parole à M. de Seynes et d'ajourner l'élection du Vice-Président. Il n'est pas indispensable que la Commission se réunisse dans l'après-midi, d'autant plus que le Président du Pakistan doit prendre la parole en séance plénière.

16. Le PRÉSIDENT fait observer que, si la Commission décidait de se réunir dans l'après-midi, cette séance ne pourrait avoir lieu qu'après la déclaration du Président du Pakistan.

17. M. LUBBERS (Pays-Bas) estime que le mieux est d'examiner les questions en suivant l'ordre du jour indiqué dans le Journal des Nations Unies. L'élection du Vice-Président ne devrait pas soulever de difficulté: deux candidats ayant été proposés, il faut mettre la question aux voix.

18. Répondant à une question de M. SWAI (Tanganyika), M. DE SEYNES (Sous-secrétaire aux affaires économiques et sociales) explique qu'il doit se rendre à Genève pour représenter le Secrétaire général à une réunion préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées. Il ne peut donc différer son départ, mais pourrait éventuellement prendre la parole devant la Commission dans l'après-midi, lorsque le Président du Pakistan aura fait sa déclaration en séance plénière.

19. M. COMAY (Israël) ne conteste pas que la Commission puisse déterminer l'ordre dans lequel elle examinera les questions inscrites à son ordre du jour pour la journée. Cependant, la Commission a déjà abordé l'examen du point 1. De plus, le scrutin était déjà commencé puisque le Président avait désigné les scrutateurs. Aux termes de l'article 129 du règlement intérieur, la proposition du représentant de l'Irak n'est pas recevable.

20. Le PRÉSIDENT fait observer que le scrutin n'était pas commencé puisque les bulletins de vote n'avaient pas encore été distribués. C'est pourquoi le Président a pu donner la parole au représentant de l'Irak et à d'autres représentants.

21. M. UMARI (Irak) demande au Secrétaire de la Commission si le cas s'est déjà produit où une commission de l'Assemblée générale a décidé d'ajourner l'élection de son bureau pour étudier auparavant une autre question.

22. M. MALINOWSKI (Secrétaire du Comité) dit qu'il a eu l'occasion de consulter le Service juridique au sujet de l'application de l'article 129 du règlement intérieur et qu'on lui a précisé que, si le scrutin n'avait pas effectivement commencé, la motion de procédure présentée était recevable. Or, il apparaît que le scrutin n'a pas commencé puisque les bulletins de vote n'ont pas encore été distribués. Répondant à la question posée par le représentant de l'Irak, le Secrétaire de la Commission déclare que l'année précédente la Troisième Commission a remis à une séance ultérieure l'élection de son bureau pour aborder l'examen d'une autre question inscrite à son ordre du jour.

23. Le PRÉSIDENT dit qu'il a l'intention de mettre aux voix la proposition du représentant de l'Irak selon

laquelle la Commission ajournerait l'élection de son bureau et aborderait immédiatement l'examen du point 4 à l'ordre du jour de ses séances de la journée. Elle entendrait donc à la séance en cours la déclaration du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales.

24. M. CARANICAS (Grèce) pense que la Commission pourrait décider d'examiner le point 4 sans procéder à un vote.

25. Selon M. COMAY (Israël), il importe que la Commission prenne une décision quant à la date de sa séance suivante.

26. M. UMARI (Irak) estime que la Commission doit tout d'abord entendre le Sous-Secrétaire. Elle pourra ensuite reprendre l'examen de la question de procédure.

27. M. COMAY (Israël) accepte qu'il en soit ainsi afin de faciliter les travaux de la Commission.

28. Le PRÉSIDENT propose à la Commission d'adopter la proposition du représentant de la Grèce et, après avoir entendu M. de Seynes, de prendre une décision quant à la date de la séance suivante.

Il en est ainsi décidé.

Déclaration du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales

29. M. DE SEYNES (Sous-secrétaire aux affaires économiques et sociales) fait observer que le débat sur les grands problèmes économiques a revêtu, ces dernières années, une importance croissante, l'Assemblée générale étant le seul forum à peu près universel où tous les intérêts peuvent s'exprimer directement et où les réactions aux événements sont vues dans une perspective d'ensemble. Certains aspects du débat qui aura lieu au cours de la dix-septième session de l'Assemblée générale lui confèrent un intérêt particulier. Pour la première fois, les progrès de la Décennie du développement vont être examinés. Ce sera l'occasion, il faut l'espérer, de mettre au point des méthodes permettant d'évaluer la "performance" de la communauté internationale au regard des objectifs généraux du développement économique et des objectifs précis fixés par l'Assemblée ou le Conseil économique et social. Une fois dégagés ces critères et procédures d'évaluation, l'Organisation pourrait prendre des décisions reposant sur une base plus solide et formulées dans un ensemble de textes faisant mieux ressortir les lignes générales de son action.

30. Un autre aspect encourageant de la session en cours réside dans la décision prise par le Conseil économique et social de convoquer une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, décision qui prend une importance particulière si l'on se souvient des réserves et même des résistances qui ont empêché l'Organisation de s'exprimer sur les problèmes du commerce extérieur autrement que d'une manière épisodique. Plus qu'aucune autre instance, l'Organisation est responsable de la sauvegarde de certains intérêts fondamentaux, et il lui incombe de préparer la conférence de façon à en faire un événement utile, voire historique. A cet égard, il faut étudier avec soin l'exemple constructif de la Conférence sur les problèmes de développement économique tenue au Caire en juillet 1962, qui a couvert un vaste domaine à explorer plus avant.

31. Enfin, les débats de la présente session seront marqués par l'étude du rapport sur les conséquences économiques et sociales du désarmement (E/3593/Rev.1), lequel devrait exercer une influence bénéfique puisque les experts rejettent unanimement la thèse sinistre de ceux qui voient une corrélation entre la prospérité économique et l'accumulation d'armes mortelles.

32. Ces encouragements sont d'autant mieux venus que l'examen de la conjoncture ne conduit pas à un optimisme sans réserve. Si la production dans l'ensemble du monde a continué de progresser, certains secteurs de la scène économique font apparaître des éléments de faiblesse.

33. La plupart des pays à économie planifiée continuent d'enregistrer une forte croissance du revenu national brut et du secteur industriel et les salaires réels sont en hausse; mais l'expansion de l'agriculture et, surtout, de la production du bétail demeure le point faible. En Chine continentale, le développement économique général se ressent des difficultés du secteur agricole.

34. Dans les pays moins développés, la conjoncture n'est guère encourageante. La tendance expansionniste de l'économie mondiale ne s'est traduite par aucun progrès marqué de la demande pour leurs biens d'exportation traditionnels. Les cours des matières premières continuent de fléchir sans qu'on puisse prévoir un redressement, de sorte que, malgré l'augmentation du volume des exportations, la masse des recettes en devises augmente insuffisamment.

35. En Amérique du Nord, la reprise de la production se confirme, mais la perspective à court terme demeure incertaine. La capacité productive disponible reste sensiblement plus élevée que la demande totale. En Europe occidentale, la production a continué à augmenter tout au long du premier semestre. L'expansion est due principalement à l'essor de la consommation privée et à l'accroissement des dépenses publiques. Cependant, la tendance à la hausse des prix est générale et parfois assez forte. En raison des niveaux élevés de l'emploi et de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, des tensions sévères s'exercent sur les salaires et l'équilibre interne devient difficile à maintenir.

36. Comme le niveau des prix et des salaires est resté stable aux Etats-Unis, l'évolution divergente des deux grandes zones industrielles du monde a conduit à des rajustements qui ont eu d'heureux effets. Les importations des pays d'Europe occidentale ont augmenté, alors que leurs exportations dans le reste du monde restaient stationnaires, ce qui a enrayé l'accumulation des réserves de devises dans cette région et atténué considérablement l'hémorragie constatée aux Etats-Unis. Un meilleur équilibre des paiements internationaux est donc en train de s'établir et, à cet égard, l'optimisme des banquiers est sans doute aussi motivé par les dispositions qu'ont prises les principaux pays industriels, sous l'égide du Fonds monétaire international, pour conjurer la menace d'une nouvelle crise des changes. La réunion des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et du Fonds monétaire international, qui a eu lieu récemment à Washington, reflétait cet optimisme.

37. Pourtant, il est impossible d'oublier la sous-utilisation de la capacité productive aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Dans ces deux pays, la crainte

de voir les importations croître plus et plus vite que les exportations retarde l'adoption de politiques expansionnistes. Malgré un retour au calme sur les marchés monétaires, le problème de la liquidité internationale occupe encore bien des esprits. Le Chancelier de l'Echiquier du Royaume-Uni a déclaré à Washington qu'il ne suffit pas que les fondations financières du système du "gold exchange" soient solides; il faut s'efforcer de faciliter au maximum l'expansion du commerce mondial et d'écarter des obstacles qui ne sont pas inévitables à la croissance économique du monde ou des nations.

38. Ce problème de la liquidité internationale est lié aux considérations relatives à la croissance économique des pays moins développés, car il importe au plus haut point que le monde soit doté d'un système monétaire international offrant à chacun le maximum de sécurité. Le maintien ou le rétablissement de taux de croissance élevés dans le cadre d'une action concertée est sans doute la plus importante contribution que les pays industriels puissent offrir au succès d'un effort international de longue haleine en faveur des pays sous-développés.

39. Le maintien de taux de croissance élevés dépend pour beaucoup d'une politique gouvernementale vigoureuse reposant à la fois sur une action dans le secteur public et sur la création de conditions favorables à l'initiative individuelle. Les gouvernements des pays industriels envisagent maintenant une croissance plus rapide qu'auparavant, puisqu'on parle couramment d'un accroissement global de 5 p. 100 et non plus de 3 p. 100 seulement. A côté de ce changement d'attitude, il subsiste un monde de perplexités et d'incertitudes concernant le choix et la combinaison des divers moyens de mettre en œuvre une politique de croissance. Cela est particulièrement vrai de la politique monétaire et de la politique de crédit.

40. Non contents de formuler des objectifs de croissance, les gouvernements doivent faire la preuve qu'ils sont résolus à les atteindre; autrement dit, leurs intentions doivent se traduire tout d'abord dans les programmes du secteur public. Les dépenses publiques doivent fournir un support continu à l'expansion régulière de la demande effective; sans leur accorder nécessairement une place proportionnellement plus grande dans les dépenses totales, il faut en venir à les considérer comme un des éléments d'une politique budgétaire dynamique.

41. En facilitant l'adoption de politiques commerciales nouvelles, le climat d'expansion créé dans les pays industriels affectera aussi les pays moins développés. Il est déjà certain qu'avant la fin de la présente décennie le système des échanges internationaux sera profondément modifié. La tendance vers l'intégration régionale est un événement majeur, non seulement parce qu'elle modifie la configuration et les mécanismes du commerce mondial, mais aussi parce qu'elle semble être le point de départ d'une série de métamorphoses qui pourraient bien dépasser en importance l'objectif régional originellement conçu. Il reste encore à savoir comment le système des relations commerciales se transformera, si cette transformation partira exclusivement de certains centres de puissance qui étendraient progressivement l'application de leurs conceptions ou si l'Organisation des Nations Unies, avec la perspective que lui donne son universalité et avec ses objectifs propres, pourra influencer sur ce processus.

42. L'intégration régionale n'est plus limitée à un coin du monde; elle cherche maintenant sa voie en Amérique latine et elle est sur le point de s'épanouir dans les pays socialistes de l'Europe orientale. Les récentes décisions du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) doivent être considérées parmi les événements les plus significatifs de l'année, car elles préparent l'établissement d'un système d'échanges multilatéraux et d'une spécialisation plus poussée. Si, comme il semble, les pays de l'Europe orientale doivent mettre désormais l'accent sur l'exploration des avantages du commerce extérieur et de la division internationale du travail et sur la satisfaction des besoins des consommateurs, l'introduction d'un système multilatéral d'échanges dans la zone des économies planifiées pourrait bien entraîner une expansion considérable du commerce des pays en question avec le reste du monde. De ces décisions récentes et de certaines déclarations publiques des dirigeants des pays d'Europe orientale, on peut dégager certains éléments communs à ce qui est entrepris à l'Est et ce qui se poursuit à l'Ouest et, compte tenu de l'attitude réaliste qu'un grand nombre de pays sous-développés ont manifestée dans la Déclaration du Caire des pays en voie de développement à l'égard des efforts d'intégration de l'Est et de l'Ouest, on peut admettre qu'il existe maintenant une convergence d'attitudes et d'intérêts suffisante pour qu'une discussion objective et systématique de ce sujet délicat puisse être entamée. La tendance à l'intégration régionale sera peut-être en fin de compte un facteur de rapprochement et non de division.

43. De tous les efforts d'intégration, c'est la création de la Communauté économique européenne qui a les implications les plus importantes et immédiates pour les relations économiques internationales. Les pays membres doivent ajuster leurs politiques commerciales et les répercussions de ces ajustements se font sentir non seulement dans leurs économies internes, mais aussi à travers le monde. Il n'y a pour le moment ni relâchement ni dislocation dans les relations commerciales entre les membres de la Communauté et les pays qui n'en font pas partie. Les préoccupations des pays non membres ont trait plutôt aux conséquences éventuelles des effets de diversion du tarif extérieur commun, du traitement préférentiel accordé aux membres associés, de la politique agricole commune et de certains éléments d'une politique de contingentement. D'ailleurs, en ce qui concerne le commerce entre pays industriels, on peut déjà apaiser certaines de ces inquiétudes, par exemple celles que causait l'introduction graduelle d'un tarif extérieur commun. Avec la promulgation prochaine du Trade Expansion Bill aux Etats-Unis, un abaissement général des barrières tarifaires deviendra possible. S'il se réalise, le Marché commun européen aura été une force décisive pour la libération des échanges de produits industriels.

44. Toutefois, pour les pays moins développés, les perspectives sont moins nettes et moins rassurantes. Les incidences possibles du Marché commun sur le commerce des produits de base et de certaines catégories de biens manufacturés créent une certaine anxiété. C'est ainsi que des pays traditionnellement exportateurs de produits tropicaux se trouvent placés dans une position concurrentielle désavantageuse en raison du statut préférentiel accordé aux membres associés de la Communauté. Une difficulté plus générale encore résulte des politiques extra-tarifaires de la Communauté à l'égard de certains produits agricoles

et des textiles. Ce sont là des problèmes qui existaient bien avant la Communauté, des questions qui doivent être soulevées au regard des politiques commerciales de l'ensemble des pays les plus avancés, mais que l'établissement de la Communauté a rendues plus aiguës à certains égards.

45. L'Organisation des Nations Unies est fondée à se saisir de ces problèmes pour des raisons de principe évidentes, mais son action est justifiée aussi sur le plan pratique, car les développements récents font ressortir le caractère mouvant et dynamique de la situation. Dans un monde animé d'une volonté de changement, il faut trouver des solutions à l'échelle mondiale. Certaines s'esquissent déjà dans leurs grandes lignes: abolition des tarifs et des obstacles fiscaux à l'entrée des produits de base sur les marchés industriels, accès sur ces mêmes marchés de produits manufacturés en provenance de pays à faibles revenus, interprétation nouvelle de la règle de réciprocité en fonction des exigences du développement économique, utilisation des excédents agricoles en faveur des pays qui souffrent d'un déficit alimentaire chronique, stabilisation des cours des produits de base, autant d'idées générales sur lesquelles un large accord semble déjà se faire et que l'on retrouve dans des documents aussi importants que la Déclaration concernant la promotion du commerce des pays moins développés, formulée à la réunion ministérielle des parties contractantes au GATT en novembre 1961, et la Déclaration du Caire des pays en voie de développement. Pour traduire ces idées en action, certaines des méthodes adoptées par la Communauté économique européenne méritent d'être retenues: par exemple, le mécanisme d'étapes successives dont les objectifs et la période sont fixés à l'avance. Ces méthodes ménagent le temps et les moyens des ajustements et de la reconversion. Par exemple, elles devraient permettre de résoudre le problème de la discrimination créée par l'existence d'un tarif préférentiel grâce à l'étude de nouveaux arrangements à conclure dans une période transitoire.

46. Le système des échanges internationaux sera probablement moins simple à l'avenir; il comportera plus d'arrangements spéciaux et reposera plus sur des consultations réciproques que sur l'application mécanique de certaines règles. A cet égard, l'évolution remarquable du GATT donne un exemple d'adaptation aux problèmes du moment. Lorsqu'il s'agit de formuler les principes régissant la coopération dans le domaine du commerce international, la tâche de l'Organisation est complexe et les difficultés rencontrées dans la rédaction d'un code de coopération économique internationale vont se présenter à nouveau lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

47. L'évolution du système du commerce international pourra conduire à un nouvel examen parallèle des concepts et des pratiques de l'aide internationale. Les problèmes de l'aide extérieure et ceux du commerce international doivent être considérés comme des aspects complémentaires. Pour un pays sous-développé, l'ouverture des marchés extérieurs peut être préférable à l'absorption d'une aide extérieure. De même, un pays industriel peut trouver plus avantageux de demander des sacrifices à certains producteurs pour faire place à de nouveaux partenaires commerciaux que d'imposer plus lourdement les contribuables pour financer un nouveau programme d'aide. Les gouvernements ne semblent pas avoir encore pris l'habitude d'analyser systématiquement

les avantages respectifs d'une action sur le front du commerce ou d'une action sur le front de l'assistance. Jusqu'à présent, leurs choix sont dictés plus par les circonstances que par une politique d'ensemble.

48. L'assistance internationale devrait être plus différenciée pour s'adapter aux différentes phases de la croissance économique des pays en voie de développement. Dans certains pays déjà dotés d'un minimum d'équipement industriel, il serait plus avantageux de favoriser l'accroissement des revenus extérieurs par une politique commerciale libérale que de financer l'équipement d'infrastructure et le préinvestissement. En effet, il peut y avoir intérêt à développer certaines exportations bien avant que le marché intérieur, qui ne peut croître que lentement, ne soit lui-même saturé. A cet égard, l'expérience des pays à économie planifiée est intéressante.

49. Avec un minimum de coordination entre les deux aspects de l'effort international, celui du commerce et celui de l'aide, il serait plus facile d'adapter cet effort aux changements si rapides que subit l'économie de bien des pays. En fait, l'assistance internationale pourrait utilement faciliter et encourager les ajustements que la mise en œuvre d'une politique commerciale nouvelle peut exiger. La reconversion de certaines productions dont l'avenir est peu brillant pourrait être accélérée si le financement en était assuré partiellement par une action intergouvernementale. La récente Conférence des Nations Unies sur le café a discuté de ce problème et posé un premier jalon, semble-t-il, dans la bonne direction. L'assistance internationale pourrait avoir un effet multiplicateur si elle favorisait le redéploiement des ressources en vue d'une nouvelle division internationale du travail et d'une meilleure organisation du commerce mondial. Une action de cette nature ne peut se réaliser que dans des instances dont les intérêts sont universels.

50. L'un des traits les plus saillants de la pensée contemporaine est sa projection dans la perspective à long terme, qui explique les travaux de recherche entrepris par l'Organisation et aussi l'institution d'une décennie du développement. C'est à cause de cette vision prospective que, en dépit des obstacles matériels et des divisions idéologiques, l'Organisation peut, au seuil de cette décennie, poursuivre sa tâche résolument et dans l'optimisme.

51. M. BERNARDO (Argentine) demande que le texte intégral de l'exposé si intéressant que la Commission vient d'entendre soit reproduit comme document de la Commission.

Il en est ainsi décidé^{1/}.

Election du Vice-Président (suite)

52. Le PRESIDENT fait observer que la Commission doit à présent décider de la date de la séance suivante.

53. Pour M. COMAY (Israël), il est regrettable que certains aient cru au dernier moment devoir contester la vice-présidence à Mlle Hareli, dont la candidature avait été annoncée depuis plusieurs mois. Puisqu'il en est ainsi, le mieux est de régler au plus tôt la question par un vote; c'est assurément le meilleur moyen de hâter les travaux de la Commission.

54. M. UMARI (Irak) ne voit pas pourquoi la Commission devrait se prononcer avec précipitation. La seule question urgente était d'entendre le Sous-Secrétaire avant son départ imminent pour Genève. Cela étant fait, le mieux est de fixer la séance suivante au lundi 1er octobre. Ainsi, les délégations qui n'avaient pas connaissance de la candidature de Mlle Hareli — assez étonnante puisque cette personne a déjà, semble-t-il, été Rapporteur de la Deuxième Commission à la session précédente — auront tout le temps de se consulter afin d'éviter un vote inopportun.

55. M. COMAY (Israël) signale que Mlle Hareli n'a jamais été Rapporteur de la Deuxième Commission.

56. Le PRESIDENT propose de mettre immédiatement aux voix, étant donné l'heure tardive, la proposition de l'Irak tendant à fixer la séance suivante de la Commission au lundi 1er octobre à 10 h 30.

Par 37 voix contre 17, avec 27 abstentions, cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 13 h 15.

^{1/} Le texte *in extenso* de la déclaration faite par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a été distribué sous la cote A/C.2/L.644.